

Ce deuxième Villepin qui horripile l'Élysée

SIX mois que le marché des jeux sur le Net est ouvert, et, déjà, les requins du secteur pleurnichent. A commencer par le multimillionnaire et ami du Président Stéphane Courbit, qui a poussé un cri de douleur dans « Le Figaro » (28/11). Sa société BetClic « va perdre 25 millions d'euros », cette année, sur les paris sportifs en ligne, jure ce malheureux. Lequel, non content d'avoir raflé près de la moitié du marché, exige désormais une fiscalité plus douce sur les jeux. Vite, une quête...

Courbit n'est pas le seul à gémir. En coulisses, l'Élysée

se plaint des mauvais résultats de La Française des jeux. Avec à peine plus de 15 % de parts de marché en poche, notre championne du Loto est à la ramasse dans le partage du gâteau des paris sportifs (363 millions misés depuis le mois de juin). Elle est même devancée par l'autrichien Bwin (20 %), si bien que les conseillers de Sarko ont cherché un coupable au sein de l'entreprise publique. Et ils viennent d'en trouver un tout désigné. Ce n'est pas le pédégé de La Française des jeux, Christophe Blanchard-Dignac, mais son directeur financier.

Un certain... Villepin. Horreur ! Pas Dominique, bien sûr, mais Roland, son cousin.

Un cousin au sang chaud

Ce Villepin-là aurait des oursins dans les poches et freinerait tout nouvel investissement. Son dernier fait d'armes : il s'est farouchement opposé au rachat, par La Française des jeux, du site « euro-sportbet », une filiale de TF1. Blanchard-Dignac avait pourtant négocié cette vente pendant de longs mois, et lors de trois entrevues, avec Martin Bouygues. Mais, au moment de conclure l'affaire, moyennant 6 millions, le cousin Villepin a dit niet : trop cher. Ce désaccord a même donné lieu à une savoureuse empoignade, lors d'un récent comité exécutif, entre Blanchard-Dignac et Roland de Villepin, lequel s'est écrié, grandiloquent : « *Je ne vous laisserai pas faire ça !* » Il y a là comme un air de famille...

Depuis, Bouygues est allé se plaindre auprès de Sarko du blocage de la vente de sa filiale. Bercy, favorable à l'opération, s'arrache les cheveux et ne peut plus voir le cousin Villepin en peinture. Résultat : Blanchard-Dignac vient d'être gentiment prié de remettre de l'ordre dans sa maison.

C'est que, pour l'Élysée, le peuple ne réclame pas du Villepin mais des jeux !

Christophe Nobili